



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Ambassade de France au Pakistan
Service économique d'Islamabad**

Islamabad, le 22 novembre 2024

Pakistan : Veille économique du 22/11/2024

Suivi de la mission du FMI :

Le nouvel impôt provincial sur le revenu agricole sera essentiel pour que le Pakistan s'acquitte de son objectif fiscal.

Le Pakistan sera-t-il amené à mettre en place une Loi de Finances rectificative (LFR) ?

Réunions de travail pour la mise en place un plan de résilience et la durabilité.

Amélioration du compte courant sur les quatre premiers mois de 2023/2024.

Autres sujets :

Nouvel excédent du compte courant

Signaux négatifs en matière de croissance industrielle.

La SFI et le Royaume-Uni mettent sur pied un fonds d'investissements à impact positif face au changement climatique au Pakistan.

Suivi de la mission du FMI :

Le nouvel impôt provincial sur le revenu agricole sera essentiel pour que le Pakistan s'acquitte de son objectif fiscal.

La mission du FMI était la première visite de travail depuis la signature en septembre 2024 du 25^{ème} programme du FMI et de sa 6^{ème} Facilité élargie de crédit (EFF). En matière de capacité à augmenter les recettes pour l'année en cours, la mission du FMI considérait que le Pakistan ne pourrait être capable de collecter 12 970 Mds PKR (46,5 Mds USD) qu'en puisant dans le potentiel peu exploité aujourd'hui (8 Mds PKR d'impôts fonciers agricoles collectés dans les quatre provinces -soit 28 M USD-) de revenus au titre de l'impôt sur le revenu agricole dont le potentiel du nouvel impôt sur la collecte des revenus agricoles dans les quatre provinces pour le 2^{ème} semestre de l'année budgétaire est estimée par le fonds à 1 050 Mds PKR -soit 3,8 Mds USD-, le Fonds estime qu'en 2025/2026 ce nouvel impôt pourrait rapporter 2 300 Mds PKR, son potentiel pourrait se situer à 65 Mds PKR si le même ration que l'IS industriel était appliqué)

A ce stade, le FMI constate que, parmi les quatre provinces du pays, seul le Pendjab a voté une loi mettant en place cet impôt. Le Parlement du Khyber Pakhtunkhwa a préparé une loi qui n'a pas été votée à ce stade (le Baloutchistan est en retard dans son processus législatif et le Sindh est dans une situation critique dans la mesure où le PPP, le parti majoritaire au parlement, a indiqué qu'il était opposé à ce nouvel impôt). Dans ses relations avec les chefs de gouvernements provinciaux, le FMI a insisté sur le fait qu'au 2^{ème} semestre 2024/2025, les ministères provinciaux des finances paieront les programmes sociaux (presque entièrement provincialisés) à partir de leurs ressources provenant du secteur agricole (les dépenses sociales étaient précédemment versées mensuellement par des dotations fédérales aux provinces).

Le Pakistan sera-t-il amené à mettre en place une Loi de Finances rectificative (LFR) ?

Les Services du Fonds n'ont pas inscrit dans leur communiqué de fin de mission que le gouvernement devait adopter loi de finance rectificative. La difficulté à voter les lois provinciales permettant de lever le nouvel impôt sur le revenu agricole couplée avec des recettes plus faibles (les prévisions de croissance présentées au parlement au moment du vote de la loi de finance étaient de + 3,5 %) pourraient rendre nécessaire une LFR. A cet égard, la représentante du Fonds à Islamabad indiquait que le FMI reverrait prochainement ses objectifs quantitatifs à partir des données sur la croissance échangées avec le ministère des finances et la banque centrale.

Préparation de la facilité du FMI pour la résilience et la durabilité avec le ministère des finances.

Les services du FMI ont travaillé avec le ministre des Finances sur les conditions nécessaires pour préparer la facilité du FMI pour la résilience et la durabilité (resilience and Sustainability Facility -RSF). Le gouvernement pakistanais a indiqué qu'il souhaitait obtenir 1 Md USD. En conclusion de cette réunion, il a été décidé que le FMI allait envoyer prochainement des experts au Pakistan pour évaluer les besoins pakistanais en matière de résilience et de durabilité selon la méthodologie propre à la RSF.

Autres sujets :

Le compte courant continue à s'améliorer

Le compte courant affiche un excédent de 218 M USD pour les quatre premiers mois de l'année budgétaire à la fin octobre 2024 (déficit de 1,53 Md USD sur la même période de 2023). Cette situation traduit (i) le maintien à un niveau élevé des transferts des travailleurs expatriés (11,8 Mds USD sur les quatre premiers mois, en augmentation de 36% par rapport à la même période de 2023) ; (ii) l'augmentation des flux d'investissements de 32 % (1 Md USD d'IDE et d'investissements en portefeuille sur les 4 premiers mois de l'année budgétaire 2025). Seul point négatif : le déficit commercial sur le quadrimestre ne baisse que de 1% par rapport à l'année budgétaire 2024.

Signaux négatifs en matière de croissance industrielle et de la construction.

Selon une étude du ministère de finances, l'utilisation des capacités industrielles a chuté à 45 % au cours de l'exercice 24, comparativement à 62 % au cours de l'exercice 23.

L'indice LSM de production des grandes entreprises est en baisse de 0,76% au T1 2025 par rapport à la même période de 2024. En septembre 2024, cet indice était en baisse de 1,92% en g.a. La valeur de l'indice est inférieure à celle de 2016. Le seul secteur en croissance est celui du textile. En revanche, la fabrication de ciment, de fer, d'acier et de meubles est en baisse ont connu des baisses liées à la crise du BTP.

En partenariat avec la SFI, le Royaume-Uni crée le CIFPAK, un fonds d'investissement dédié aux projets ayant un impact positif face au changement climatique au Pakistan.

Le Foreign, Commonwealth & Development Office abonde le CIFPAK avec un don de 90 M GBP et une enveloppe de prêts d'un montant de 18 M GBP pour ses sept premières années (jusqu'en 2031). Le CIFPAK, qui est annoncé comme opérationnel. Le CIFPAK vise à attirer le financement privé du climat

et à soutenir la croissance verte en utilisant une approche de financement mixte (public/privé, concessionnel/non concessionnaire).

M. Zeeshan Sheikh, le directeur général de la Société Financière Internationale -SFI- (groupe banque mondiale) indique que la SFI participera au sein du CIFPAK selon son approche habituelle (achats d'actions, prêts classiques, prêts bonifiés) au financement des projets. Il appelle les nombreuses fondations de charité pakistanaises à participer à certains des projets qui leur seront proposés. Il rappelle que le CIFPAK est voué à créer un socle de confiance (« trust base ») pour permettre la mobilisation d'investissements privés (banques privées locales et banques internationales).

M. Najy Benhassine, le directeur pays de la Banque mondiale rappelle que le Pakistan est le huitième pays le plus vulnérable au monde en matière de climat et que dans un rapport récent rédigé par la Banque, le Pakistan aurait besoin de 348 Mds USD d'investissements pour devenir résilient face aux changements climatiques et dans le cadre de la transition vers une économie à faible émission de carbone d'ici 2030.

INDICATEURS	
Population (recensement 2023)	241,49 millions d'habitants
PIB (estimation au 30 juin 2024)	381,07 Mds USD contre 372 Mds USD (juin 2023) -estimations pakistanaises-
Croissance du PIB Année 2023/2024 Prévisions (2024/2025)	2,52 % (source pakistanaise) + 3,5 % (hypothèse retenue dans le budget) +3,2 % (hypothèse du FMI) +2,8% (hypothèse BAsD) +2,3% (hypothèse Banque mondiale)
PIB par habitant	1680 USD (contre 1 586 USD au 30 juin 2023)
Taux de chômage Taux de chômage des jeunes	10,3 % en juin 2024 en g.a 11,3% en juin 2024 en g.a
Taux de pauvreté (Banque mondiale, septembre 2023)	39,4 % des Pakistanais vivent en dessous du seuil de pauvreté
Indice des prix à la consommation En continu (octobre) Prévisions (2024/2025)	7,2% % en g.a 9,2% (prévision FMI, rapport de sept. 2024)
Taux directeur banque centrale	19,5% (depuis le 29 juillet 2024)
Réserves de change	11,2 Mds USD au 25/10/24 (11,5 Mds USD au 11/10/24)
Balance commerciale 2023/2024	-24,09 Mds USD (- 27,47 Mds USD en 2022/2023)
Compte courant (2022/2023)	-681 M USD (- 3,27 Mds USD en 2022/2023)
Dette publique (% PIB) 2023/2024 Dont Dette externe	291 Mds USD (83% du PIB) contre 207,7 Mds USD soit 73,2% du PIB en 2022/2023 130,1 Mds USD (contre 77,2 Mds USD en 2022/2023)
Transferts de fonds des émigrés année budgétaire 2024	30,3 Mds USD (27,3 Mds USD 2022/2023)
Flux d'IDE année budgétaire 2024	1,9 Md USD (+17% par rapport à 2023)
Indice de perception de la corruption 2023	133 ^{ème} /180 (140 ^{ème} /180 en 2022)